À Carrare, la nouvelle bataille du marbre

Exploitées depuis l'antiquité en Toscane, ces carrières prospères, dont les concessions se transmettent familialement, sont aujourd'hui dénoncées pour leur impact sur l'environnement et l'opacité de leur économie.

VALÉRIE SEGOND @ValSegond
ENVOYÉE SPÉCIALE À CARRARE (ITALIE)

PATRIMOINE Depuis qu'à l'automne 1497 Michelangelo Buonarroti a débarqué, à l'âge de 22 ans, à Carrare pour rechercher un bloc pour la Pietà dans la carrière de Polvaccio, la ville toscane a fait de Michel-Ange son fonds de commerce. Pourtant, le sculpteur de génie y est assez peu venu, car ses relations avec les carriers de Carrare ont toujours été très tendues, *« un rapport fait d'amour et de haine »*, raconte Luca Barbieri dans *La storia di Carrara* (Typimedia Editore).

Recherché depuis deux mille ans pour sa pureté, ce marbre a aussi forgé l'âme anarchiste de ses habitants. Ainsi le raconte Marco Rovelli, historien de cette riche terre apuane du nord de la Toscane : *« Anciennement, les carrières appartenaient aux communautés des villages de montagne. Elles ont été privatisées au XVIIIe siècle, provoquant une détérioration des conditions de vie des travailleurs. Des revendications anarchistes ont vu le jour, fondées sur l'idée de bien commun qui n'appartient à personne, ni à l'État ni au privé. »* Si les ouvriers des carrières, mieux payés que la moyenne, se disent aujourd'hui contents de leur sort, l'opposition aux riches carriers a ressurgi sous une forme plus contemporaine : celle du conflit entre la défense de l'environnement et l'exploitation à outrance du site.

> **« Les marbriers qui s'entendent sur les prix du marbre et contrôlent le marché forment le lobby le plus riche d'Italie »**
> UN ARCHITECTE TOSCAN

C'est en montant sur cette montagne verdoyante qui surplombe Carrare que l'on saisit la violence de l'affrontement. Plus qu'une cicatrice, la carrière de Campanili, exploitée par la coopérative Canal Grande, présente un gigantesque trou béant. *« Il y a vingt ans, il y avait une crête devant nous »*, explique Maurizio Figaia, un dirigeant de la coopérative. Aujourd'hui, le sol est si bas que l'on ne peut y descendre.

Depuis quinze ans, les activistes verts se battent pour faire fermer les carrières. *« À cette destruction de la montagne et de la biodiversité s'ajoutent la pollution de l'eau, de l'air et les faibles retombées au profit de la population locale, alors que pas plus de 840 personnes travaillent dans ces carrières et qu'une grande partie de l'extraction reste opaque et pratique l'évasion fiscale »*, dénonce Alberto Grossi. Autre activiste très en vue, la juriste Franca Leverotti s'érige contre l'appropriation de la montagne par des intérêts privés, et une taxation trop basse. Elle ne décolère pas : *« Alors que le plan paysager de la région aurait dû entraîner la fermeture d'une trentaine de caves, on a donné des dérogations pour les maintenir. »*

« Pendant des siècles, la montagne a été exploitée quasiment sans condition et sans taxes, et les concessions étaient gardées de génération en génération au sein des mêmes familles, reconnaît Alvise Lazzareschi, lui-même héritier de plusieurs familles de marbriers depuis le XVIe siècle. Depuis dix ans, les 81 carrières sont soumises à plus de contrôles : sur les eaux, les déchets et les boues, le respect des plans d'exploitation, la sécurité des conditions de travail. En 2015, après plusieurs inondations ravageuses, la Toscane vote une loi visant à assainir l'exploitation du marbre et à remettre les concessions en jeu : aux communes de la faire appliquer. Mais il faudra l'arrivée du mouvement 5 Étoiles à la mairie, délogeant en 2017 la gauche au pouvoir depuis 1946, pour que la loi régionale commence à être mise en œuvre. En mai 2019, elle définit les plans des bassins d'extraction avec l'objectif de mieux protéger les crêtes et sommets, de mieux encadrer les quantités extraites de matériaux, de mieux préserver les eaux de la montagne. Elle redimensionne des périmètres d'excavation et suspend des autorisations d'exploitation.

Mais surtout, en juin 2020, la commune met fin au renouvellement automatique des concessions. Leur mise aux enchères est prévue pour octobre 2023, provoquant un branle-bas de combat chez la majorité des carriers qui voient leur rente menacée. *« Cela va surtout permettre aux multinationales étrangères de racheter les carrières les plus précieuses et de remporter une part importante des bénéfices à l'étranger »*, s'alarme Matteo Venturi, président de la Confindustria de Massa Carrare. Une trentaine d'entreprises, sous l'égide de la Confindustria, décident de contre-attaquer, et déposent 80 recours devant le tribunal administratif.

Pourtant, le secteur du marbre affiche une prospérité à peine entamée par la crise du Covid. Car si les volumes extraits ne progressent pas depuis vingt ans, les prix, eux, augmentent (+ 20 % à 30 % en cinq ans). Tout se vend, car la demande des nouveaux pays riches pour ce matériau de luxe est toujours plus forte. *« C'est une période d'or aujourd'hui,* convient Alvise Lazzareschi, qui reconnaît ne pas avoir souffert de la pandémie, même s'il a fermé ses sept carrières durant six semaines. Les carriers les plus avisés ont ouvert depuis peu des show-rooms rutilants pour mieux valoriser leur pierre. Le gâteau est si beau qu'ils sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

Recherché depuis deux mille ans pour sa pureté, le marbre extrait des carrières de Carrare reste encore aujourd'hui un matériau de luxe pour lequel la demande ne cesse de croître.
M. UJETTO/NURPHOTO/AFP

Face à la levée de boucliers, la commune propose un compromis. Et en juin 2021, elle offre de rallonger les concessions pour une *« période transitoire »* jusqu'en 2041 sous condition. Elle exige que les entreprises rapatrient dans la région le travail de la pierre sur 50 % des matériaux extraits. Et qu'elles investissent globalement 27 millions d'euros dans des projets au bénéfice de la collectivité, en termes d'emplois, de protection de l'environnement et d'impact socio-économique, y compris dans l'art et la culture. Si les activistes crient à la trahison, les carriers, eux, font mine de ne pas voir la main tendue : *« Seules les plus grandes sociétés pourront assumer ces réglementations et contraintes, tandis que les plus petites vont devoir fusionner »*, dénonce encore Matteo Venturi, de la Confindustria. Est-il souhaitable de concentrer le marché dans les mains de quelques-uns ?

L'affaire paraît si tendue que les habitués, eux, ne croient pas que les forteresses tomberont jamais, comme cet architecte toscan, grand client des marbriers : *« Les marbriers qui s'entendent sur les prix du marbre et contrôlent le marché forment le lobby le plus riche d'Italie,* dit-il. *Ils feront tout pour défendre le contrôle de leurs carrières. »*

Pourtant, derrière ce face-à-face, les blocs semblent se fissurer : *« On sent chez les carriers une volonté de sortir de cette confrontation dure avec les autorités pour négocier de nouvelles règles du jeu qui conviennent à tous »*, juge le journaliste Luca Barbieri. Même écho du directeur de l'Academia, Luciano Massari, qui note *« un changement d'attitude dans les nouvelles générations de carriers : enfin, les parties semblent prêtes à aborder ensemble la question de l'avenir du marbre et de la ville ». « Il est temps que les carriers aident la collectivité »*, reconnaît, en esprit éclairé, Alvise Lazzareschi. ■

Zampolini, le sculpteur anarchiste défenseur des traditions

DIEGO ZAMPOLINI, qui a commencé à travailler à l'âge de 14 ans, a été formé durant vingt ans chez Nicoli, l'atelier historique de sculpture de Carrare fondé en 1863. Mais, en 2016, Nicoli licencie l'ensemble de ses ouvriers, ce qui déclenche une grève dans tous les ateliers de sculpture de la ville, mais aussi dans toutes les carrières où les ouvriers s'arrêtent en solidarité avec les artisans sculpteurs. Car Carrare est un tout, où chaque événement touche la communauté. Et quand Diego se décide à lancer, en décembre de la même année, son propre atelier avec des collègues licenciés, les coopératives qui extraient le marbre, les syndicalistes mais aussi les artistes qui jusque-là faisaient tailler leurs œuvres chez Nicoli, se décident à l'aider. Les uns apportant des blocs à prix coûtant, les autres finançant des machines. L'homme créé la Coopérative des sculpteurs de Carrare, avec trois autres associés (il en reste deux).

Si Carrare ne compte plus que six ateliers de sculpture d'art (y compris Nicoli, qui n'a plus d'artisans salariés), *« le marbre est redevenu depuis le début des années 2000 porteur d'abstraction et de poésie remis à l'honneur par les artistes Maurizio Cattelan, Paul McCarthy, Sol Lewitt, Claudio Parmeggiani, Robert Morris »*, raconte l'ancien directeur des ateliers de Michel Ange et actuel directeur de l'Academia de Carrare, Luciano Massari, qui forme 80 sculpteurs sur marbre chaque année.

Pièces uniques

Diego, qui refuse d'utiliser ces robots qui permettent de faire des œuvres en séries numérotées, a gardé la vieille technique de la sculpture à trois points avec la croix et le triangle pour agrandir et ne fait que des pièces uniques. Les artistes lui envoient des petits modèles en plâtre à copier, parfois même seulement des dessins, que les artisans sculpteurs réalisent en marbre.

S'inscrivant dans la grande tradition des artisans sculpteurs, Diego a aussi donné son corps à la promotion de l'anarchisme : il est tatoué sur le bras gauche d'un artisan sculptant le A de l'anarchisme, sur le bras droit d'une citation de l'anarchiste Errico Malatesta *« contre le comportement moutonnier hérité des milliers d'années d'esclavage »*, et sur le mollet gauche d'un poing serré. *« Le marbre et l'anarchisme vont ensemble »*, dit-il. Il ne manque ni le cortège du 1er Mai, toujours dense de foulards rouge et noir, ni l'hommage à l'anarchiste régicide Gaetano Bresci, ni les trois jours de lectures subversives qui se tiennent à deux pas de son atelier. Il sait que ses mouvements inhabituels sont surveillés par la Digos, la police en charge de la sécurité intérieure.

Mais dans le conflit qui oppose les activistes verts partisans de la fermeture des carrières à leurs exploitants, il est par vocation entre les deux. *« Quand on abat la montagne, il faut qu'une œuvre d'art en sorte, car c'est alors une partie de la ville de Carrare qui part dans le monde,* justifie-t-il. *Détruire la montagne est un problème quand elle sert à produire majoritairement du carbonate de calcium ou des déchets. Avant, le carrier regardait la montagne, et s'il sentait qu'il n'y avait pas de morceau qui en vaille la peine, il ne creusait pas. Aujourd'hui, on extrait quoi qu'il arrive, car au pire on en fera de la caillasse que l'on vendra sans mal. Mais c'est devenu très difficile d'avoir de beaux blocs, souvent prévendus à l'étranger. »*

Lui aussi regrette les faibles retombées du marbre sur sa ville qui, malgré la richesse de son patrimoine naturel et de ses carriers, n'a plus ni théâtre, ni cinéma, ni hôpital. *« La communauté devrait avoir une part des carrières »*, souligne-t-il. Mais les fermer ? Non, le marbre c'est toute sa vie, comme celle des habitants de Carrare. Et ce bien que, comme le dénonce le jeune mouvement activiste Athamanta, *« moins de 1 % du marbre extrait finit dans les ateliers pour produire des œuvres d'art, qui ne sont plus qu'une vitrine pour la ville ».* ■ **V. S.**